

CINÉMA PUBLIC Val-de-Marne
Association loi 1901

**52, rue Joseph de Maistre
75018 PARIS**

SIREN : 326 834 454

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{ER} JUILLET 2024 AU 30 JUIN 2025

CINÉMA PUBLIC Val-de-Marne
Association loi 1901

**52, rue Joseph de Maistre
75018 PARIS**

SIREN : 326 834 454

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JUILLET 2024 AU 30 JUIN 2025

Aux membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Cinéma Public relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L 821-53 et R 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 25 septembre 2025

Le Commissaire aux Comptes
CABINET JÉGARD PARIS

Signé numériquement par Nitro
Software Belgium NV - Nitro Sign
Premium pour le compte de
Patrick LAGUEYRIE
(+33675234315)
Date : 25/09/2025 16:48:01
Signé avec le mot de passe à
usage unique envoyé par SMS :
102095

Patrick LAGUEYRIE
Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		30/06/2025			30/06/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	30 770	23 995	6 775	6 667
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	6 158		6 158	5 849
	TOTAL (I)	36 927	23 995	12 933	12 516
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	22 936		22 936	17 136
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	82 401		82 401	110 508
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	21 951		21 951	21 300
	DISPONIBILITES	369 296		369 296	454 413
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	12 742		12 742	12 159
	TOTAL (II)	509 326		509 326	615 516
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		546 253	23 995	522 259	628 032
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					5 849
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

30/06/2025

30/06/2024

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	190 000	184 000
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
Fonds reportés et dédiés	Autres		
	Report à nouveau	44 654	33 860
	Excédent ou déficit de l'exercice	(2 128)	16 794
	Total des fonds propres (situation nette)	232 526	234 654
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	232 526	234 654
Provisions	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
DETTES (1)	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
DETTES (1)	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	6	22
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 363	28 870
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	49 304	54 600
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 226	881
	Produits constatés d'avance	209 833	309 005
	Total des dettes	289 733	393 378
	TOTAL PASSIF	522 259	628 032
	Ecarts de conversion passif		
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(2 128,26)	16 794,19
(1) Dont à moins d'un an		289 733	393 378
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		6	22

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

30/06/2025

30/06/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	5 005	4 785
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	99 422	37 689
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	444 498	450 292
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	3 000	3 000
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 509	13 494
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1 369	7
	Total des produits d'exploitation	554 803	509 267
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	274 221	240 062
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	5 804	5 253
	Salaires et traitements	188 136	171 334
	Charges sociales	72 837	61 560
	Dotation aux amortissements et dépréciations	3 049	2 732
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	18 937	14 669
	Total des charges d'exploitation	562 985	495 612
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(8 182)	13 655

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

30/06/2025

30/06/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		(8 182)	13 655
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	7 121	6 103
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		7 121	6 103
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		7 121	6 103
RESULTAT COURANT avant impôts		(1 061)	19 758
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 067	2 964
TOTAL DES PRODUITS		561 924	515 370
TOTAL DES CHARGES		564 052	498 576
EXCEDENT ou DEFICIT		(2 128)	16 794
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **522 259** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **561 924** euros et un total **charges** de **564 052** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-2 128** euros.

L'exercice considéré débute le **01/07/2024** et finit le **30/06/2025**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels sont établis selon les règlements suivants :

- > le règlement ANC n°2014-03 et ses règlements modificatifs, relatif à la réécriture du plan comptable,
- > complété par le règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

L'association Cinéma Public Val-de-Marne a été créée en 1978 afin de fédérer les salles de cinéma municipales et associatives du Val-de-Marne et de défendre un service public de qualité en matière de diffusion et d'exploitation cinématographique. Elle place l'action culturelle au cœur de ses activités, à travers notamment une forte politique d'éducation à l'image.

L'association Cinéma Public développe les activités cinématographiques qui ont pour buts de faire vivre le cinéma en salle et d'en élargir la diffusion.

Depuis 1991, à l'initiative du Conseil départemental, l'association organise chaque année le festival Ciné Junior, qui se déroule dans les salles et lieux culturels partenaires et permet aux enfants du Val-de-Marne de découvrir des films français et étrangers de qualité mais aussi de participer à des ateliers, d'assister à des rencontres etc.

Elle coordonne aussi les dispositifs d'éducation à l'image Collège au cinéma et Maternelle et cinéma dans le Val-de-Marne, met en place des formations visant à sensibiliser les acteurs locaux au cinéma et à l'image et développe une véritable politique d'éducation à l'image (ateliers,

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

publications etc.).

L'association dispose d'une équipe de salariés permanents pour organiser et mettre en œuvre l'ensemble de ses actions éducatives et culturelles. L'association est soutenue par plusieurs acteurs que sont le Conseil départemental du Val de marne, le CNC et la DRAC.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

- > Agencement /Aménagement : 7 à 10 ans
- > Matériel informatique : 3 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires n'ont pas un caractère significatif au regard de l'importance des ressources de l'association. Les seules contributions en nature étant le temps passé par les administrateurs pour la gouvernance de l'association.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite étant non significatifs, ils n'ont pas fait l'objet d'un calcul.

Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles

Les rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés, visés à l'article 20 de la loi 1102006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif s'élèvent à 0 €. Ces personnes ne bénéficient d'aucun avantage en nature.

Ont été retenus les membres du bureau, à savoir Présidente, Trésorier et Secrétaire Général.

Honoraires du Commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice se monte à 5 606 Euros HT.

Autres remarques

> Bilan d'ouverture

Du fait d'un changement de logiciel de présentation des comptes annuels, le total du bilan au 30/06/2024 présente un total de 628 032 Euros contre 630 114 € en clôture précédente, portant sur les postes « Autres créances » de l'actif et « Dettes fiscales et sociales » du passif. Ceci est sans incidence sur le reste des postes du bilan et du compte de résultat.

> Régime fiscal de l'association

L'ensemble des activités de l'association étaient soumises historiquement aux impôts commerciaux.

Une demande de rescrit a été adressée à l'administration fiscale le 25 avril 2024 pour obtenir la confirmation du caractère non lucratif de ses activités culturelles et éducatives subventionnées.

L'administration a répondu le 12 juin 2024 à la demande de rescrit et a confirmé le caractère non imposable des activités subventionnées, tout en soulignant que les services et ventes réalisées

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

par l'association restaient par nature lucratives, et demeuraient en principe à ce titre imposables.

Toutefois, les activités lucratives de l'association sont accessoires et n'excèdent pas la limite visée à l'article 206, 1 bis du Code Général des Impôts. Elles échappent donc aux impôts commerciaux.

Ainsi, plus aucune activité de l'association n'est considérée comme lucrative et soumise aux impôts commerciaux depuis l'exercice ouvert le 1er juillet 2024. Néanmoins, pour des raisons administratives et pratiques, l'association n'a cessé de soumettre à TVA ses activités lucratives accessoires qu'à compter du 1er juillet 2025.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/06/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	9 137		1 150			10 287
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	18 476		2 007			20 482
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27 613		3 157			30 770
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	5 849		308			6 158
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 849		308			6 158
TOTAL		33 462		3 465			36 927

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/06/2025
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels				
Autres Instal., agencement, aménagement divers	4 532	1 450		5 982
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	16 414	1 599		18 012
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 946	3 049		23 995
TOTAL	20 946	3 049		23 995

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/06/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL					
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		30/06/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	6 158		6 158
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	22 936	22 936	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	2 401	2 401	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	34 000	34 000	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	46 000	46 000	
	Charges constatées d'avances	12 742	12 742	
TOTAL DES CREANCES		124 236	118 079	6 158
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		30/06/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	6	6		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	29 363	29 363		
	Personnel et comptes rattachés	12 772	12 772		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	23 356	23 356		
	Impôts sur les bénéfices	1 067	1 067		
	Taxes sur la valeur ajoutée	9 606	9 606		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 503	2 503		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	1 226	1 226		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	209 833	209 833		
TOTAL DES DETTES		289 733	289 733		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

30/06/2025

Total des Produits à recevoir		80 000
Autres créances		80 000
<i>Région IdF - subventions</i>	30 000	
<i>CNC - subventions</i>	4 000	
<i>Autres produits à recevoir</i>	46 000	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

30/06/2025

Total des Charges à payer		36 984
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		6
<i>Frais bancaires à payer</i>	6	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		17 046
<i>Factures non parvenues</i>	17 046	
Dettes fiscales et sociales		19 932
<i>Congés à payer</i>	12 772	
<i>Charges sur congés à payer</i>	5 322	
<i>Etat - Charges à payer</i>	1 838	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	30/06/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			12 742
Charges constatées d'avance diverses		6 212	
Loyer		6 531	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			12 742

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	30/06/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			209 833
Autres PCA		16 500	
Subvention CD Ciné Junior		135 000	
Subvention CD Collège au Cinéma		20 000	
Subvention CNC Réseau		15 000	
Subvention CNC Jeunes Ambassadeurs		13 333	
Subvention Région Réseau		10 000	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			209 833

--

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables	184 000	6 000		190 000
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	33 860	10 794		44 654
Résultat de l'exercice	16 794	(2 128)	16 794	(2 128)
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
TOTAL	234 654	14 666	16 794	232 526

